

TRADITION, MÉMOIRE ET PATRIMOINE : RÉACTUALISATION D'UN PASSÉ, AFFIRMATION D'UNE IDENTITÉ LOCALE

La question de la « mémoire sociale » est un thème qui, depuis quelques décennies, est au cœur des interrogations propres à la discipline ethnologique. Les observations recueillies sur le terrain, basées sur des problématiques contemporaines, en France, valident l'idée d'une « fièvre mémorielle » grandissante qui se serait dessinée à partir des années 1970¹. Ce phénomène s'est notamment matérialisé par l'apparition graduelle d'institutions faisant référence à la conservation et à la protection de traces laissées par le passé illustrée notamment par la multiplication de musées dits de société comme les écomusées et les musées des Arts et Traditions Populaires dont les thèmes varient en fonction des spécificités locales, mais aussi par l'amplification de commémorations, de manifestations événementielles réinterprétant l'histoire telles que les « Médiévales » ou autres reconstitutions de faits historiques, ou bien encore par l'attrait pour la généalogie et le développement de nombreuses recherches sur les origines des familles dont l'accès s'est vu être facilité par l'utilisation du réseau internet.

De ce premier constat naquirent des interrogations sur la place de la mémoire au sein d'une société. Cette forme de mémoire, partagée par plusieurs individus, s'est vue être qualifiée de « mémoire sociale » en raison du nombre d'acteurs concernés et impliqués dans un principe commémoratif consensuel autour d'un événement porteur de sens pour le groupe auquel ils appartiennent et dont la mémoire commune viendrait jouer un rôle de cohésion inter-individuelle. Ces acteurs permettent de réactualiser certains souvenirs entretenus de façon à ce que les événements commémorés ne basculent pas dans l'oubli, mais soient au contraire perpétués. C'est la raison pour laquelle je favoriserais l'emploi du terme de « mémoire sociale », au sens d'une mémoire par-

1. Henri-Pierre JEUDY, *Le Patrimoine en folie*, Paris, 1990.

tagée depuis l'intérieur d'un groupe, plutôt que celui de « mémoire collective », qui rappelle une mémoire institutionnellement imposée.

L'objet de l'anthropologie de la mémoire s'est défini autour des représentations qu'une société pouvait avoir de son passé et du contexte qui permettrait à la mémoire sociale d'émerger. Mais c'est également autour de ses expressions, matérielles par le rôle des monuments commémoratifs ou celui des objets muséographiés, par exemple, ou bien immatérielles tels les discours qui pouvaient être émis sur ces représentations, que certains ethnologues se sont interrogés, considérant ces éléments comme traces du passé, réinvestis par une société en tant qu'héritage du temps. Le regard ethnologique sur de telles questions permet également de considérer la mémoire comme une composante autour de laquelle se serait greffé un ensemble de pratiques sociales résultant d'un réel dynamisme mis en place par un réseau d'acteurs porteurs de mémoire ou de groupes médiateurs d'une mémoire à conserver. Observer de telles pratiques ainsi que le lien qui se dessine entre la mémoire et l'identité d'un groupe² permet d'accéder à un ensemble d'enjeux et de problèmes soulevés. Ces réflexions tendent à démontrer que la mémoire résulte d'une véritable construction sociale à partir de traces laissées par le temps, mais aussi que certaines d'entre elles sont recherchées depuis le présent afin que le passage du temps ne les efface pas.

L'étude ethnographique que je mène actuellement dans la ville de Biot dans le département des Alpes-Maritimes, située entre Provence et littoral azuréen, permet de saisir les différents processus et usages sociaux mis en place par une population pour l'élaboration de ce qu'elle définit comme étant son identité locale propre. C'est donc dans le cadre de l'Anthropologie de la mémoire et de l'Anthropologie du patrimoine que je positionne ma recherche qui a plus précisément pour objet d'observer et d'étudier les différents processus, les pratiques et les usages sociaux et politiques liés à un patrimoine local.

Dans le cadre de la commune étudiée, parmi ces processus, émerge plus particulièrement la patrimonialisation des métiers d'art. C'est en effet autour des métiers d'art et de l'artisanat local qu'une dynamique de construction patrimoniale est rendue effective par des acteurs institutionnels ou par la mobilisation de certains habitants et que les discours apparaissent le plus fréquemment, sur le terrain, en termes de « patrimoine ». De plus, en observant ce phénomène contemporain qui prend une ampleur de plus en plus conséquente car de plus en plus visible dans l'espace social, j'ai pu constater encore d'autres mécanismes liés à la mémoire sociale d'un village transformé par les changements induits par une modernisation accélérée et, des enjeux identi-

2. Joël CANDAU, *Mémoire et Identité*, Paris, 1998; Joël CANDAU, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, 2005.

taires et politiques se sont effectivement dessinés lors de la collecte d'informations.

L'approche ethnologique permet, par l'observation de pratiques sociales, de saisir la complexité générée autour des relations sociales en lien avec la mémoire d'un groupe et des intérêts qui se dessinent pour la réactiver, ainsi qu'un mouvement dialectique entre le passé et le présent et d'en proposer plusieurs interprétations. En effet, la prise directe avec le terrain donne accès non seulement à la manière dont les acteurs sociaux concernés ont de « faire du patrimoine » au sens d'une construction sociale permanente, à la façon dont le patrimoine local est vécu par des acteurs impliqués dans sa perpétuation et sa valorisation, mais aussi à l'intensité des discours émis qui s'adressent à différents publics, aux orientations prises par des politiques culturelles ou touristiques valorisant un territoire en utilisant l'aspect patrimonial, et favorise donc la compréhension des enjeux qui en ressortent. Tout ceci confère alors aux rapports qu'une société établit avec « son » patrimoine et avec « sa » mémoire qui en devient la ressource, construits de façon à ce qu'ils deviennent des biens propres à une identité locale, réactualisant alors un certain nombre de traces du passé selon leur signification et leur capacité à être « portées » par un groupe dans un contexte social donné.

C'est la raison pour laquelle je tenterais, par l'intermédiaire de cet écrit, de donner des éléments de réponses à certaines questions soulevées par ce Congrès sur la réactivation des traces mémorielles en Provence. L'accent sera notamment mis sur ce qui concerne la mobilisation du passé par des acteurs sociaux et politiques dans la construction d'une identité locale dans la ville de Biot, et sur les pratiques sociales du passé face auxquelles se positionnent les acteurs de ce territoire dont les différents discours, notamment ceux qui assurent la promotion touristique du territoire, auraient tendance à le placer en tant que haut-lieu historique³, non seulement en réactivant - ce qui induirait que les traces soient conservées telles qu'elles - mais en réactualisant des traces héritées, à savoir en regardant le passé à travers le prisme des préoccupations politiques et identitaires actuelles.

CHANGEMENT DE CONTEXTE SOCIAL : MÉNACE DE LA DISPARITION ET NOSTALGIE

Selon les différents témoignages recueillis, le village de Biot aurait connu de nombreuses transformations démographiques, urbaines et sociologiques dès les années 1970, caractérisées par le passage d'un village rural de quelques milliers d'habitants à une ville comprenant aujourd'hui près de 10 000 habi-

3. Pierre ALPHANDERY et Martine BERGUES, « Territoires en question. Pratique des lieux, usages d'un mot », dans *Ethnologie française*, n° 2004-1.

tants intégrée à la ceinture urbaine formée par la Côte d'Azur. En effet, à la suite de la construction de la technopole de Sophia-Antipolis sur une partie du territoire de Biot dès 1969, ainsi que de l'élargissement progressif des constructions immobilières dans cette région, de nombreux changements influés par une modernisation croissante du territoire et un héliotropisme grandissant, ont provoqué le positionnement de la population locale entre deux états : un avant représentant un passé agricole relativement pauvre et un maintenant vécu comme un bouleversement trop hâtif de l'espace social par les habitants de la commune concernée. Une sorte de désenchantement est alors ressenti par certains acteurs du quotidien de la commune de Biot face à l'accélération générale de la modernisation qui a provoqué, à ce titre, un regain nostalgique de la période agricole dont certains aspects se sont vus être aujourd'hui estompés au profit d'une mythification de jadis.

Des vagues de migrations se sont également dessinées. Toujours dans les années 1970, le site de Sophia-Antipolis a fait appel à un personnel qualifié et à de nombreux cadres venant de la France entière et bien souvent de l'étranger. Ces populations, venant d'ailleurs plus ou moins distants et dont l'arrivée se multiplie surtout dans les années 1980-1990⁴, ont alors participé à une mutation du paysage géographique et démographique d'un village dont la population qu'il a fallu loger, selon les statistiques relevées par l'INSEE, a presque quintuplé en l'espace d'une trentaine d'années seulement. Les promoteurs immobiliers se sont empressés de saisir ce phénomène afin de construire tout autour du village médiéval des centaines de résidences, de villas et de centres commerciaux. Les terres agricoles, pourtant peu fertiles, ont donc vu fleurir tout un ensemble de constructions modernes dénaturant l'environnement de Biot, mais cultivant les nouvelles richesses des propriétaires grâce à une valeur foncière élevée.

D'autre part, un autre phénomène est à prendre en compte en ce qui concerne les changements de l'espace de vie de cette commune. Il s'agit de l'arrivée progressive, dès l'après-guerre, d'artistes dont la renommée était parfois internationale à Biot. Fernand Léger, pour le plus célèbre, attiré par le travail de la céramique, avait fini par y acheter le mas Saint-André peu de temps avant son décès alors que son atelier qu'il confie au céramiste Roland Brice se situait impasse des Roses, en plein cœur du village. Certains des élèves de son École d'art contemporain de la rue Notre-Dame-des-Champs à Paris dont Pierre Faniest, Nadia Khodossievitch, sa future épouse, et Georges Bauquier le suivent. Ces deux derniers seront ensuite à l'origine du Musée National Fernand Léger, bâti dans les jardins du mas Saint-André, à Biot. La présence de Fernand Léger, dès le début des années 1950, permet alors au petit village de Biot de sortir de l'anonymat, de connaître une renommée en matière artis-

4. INSEE, Evolution démographique 1962-1999 de la commune de Biot, Alpes-Maritimes.

tique, tout comme s'il s'agissait d'un lieu de rendez-vous d'artistes s'étant parfois connus à Saint-Germain-des-Prés, parfois au sein de la Résistance, ou encore à Biot même, et de s'inscrire dans un mouvement culturel qui évoluait sur la Côte d'Azur et dans certains villages de Provence dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Peintres, dessinateurs, orfèvres, céramistes, verriers, mosaïstes, sérigraphistes, photographes et tant d'autres ayant entendu parler de la renommée que le village de Biot avait gagnée ne cessent d'arriver, participant alors à une vague artistique implantée localement. Ainsi un ensemble d'ateliers a donc fleuri sur le territoire développant un contexte culturel et artistique important que l'on peut retrouver dans d'autres villes et villages des Alpes-Maritimes tels que Saint-Paul-de-Vence, Antibes, Cagnes-sur-Mer ou encore Vallauris où le célèbre peintre Picasso a vécu de nombreuses années.

Ainsi d'un contexte rural relativement pauvre basé sur l'agriculture et la culture des fleurs à parfums en raison de la proximité des parfumeries de Grasse, le village de Biot connaît dès lors un essor artistique considérable et voit, défiler de grands noms généralement rattachés au Parti Communiste Français tel que Louis Aragon souvent de passage, mais surtout Fernand Léger, déjà cité, travaillant avec son propre céramiste sur un projet de sculptures polychromes de grande taille qu'il réalise sur place. Tous, volontairement ou non participeront à la renommée du village jusqu'alors passé inaperçu, jusqu'à ce qu'il devienne aujourd'hui une référence internationale en matière de métiers d'art relatifs à la poterie, à la céramique et au verre, puisque c'est également dans ce cadre qu'est née la devenue célèbre Verrerie de Biot, grâce à Éloi Monod. Ingénieur céramiste de l'École de Sèvres, il épouse Lucette, la fille du directeur de La Poterie Provençale, atelier devenu fameux pour le réemploi des jarres de Biot en ornement de jardin. En 1956, il finalise son projet de verrerie, conçu selon la volonté de produire des objets faits main, alors que la production industrielle est en plein essor, et d'allier art et artisanat. De là, il inventera alors son propre style à partir d'un défaut constaté dans la fabrication du verre : les bulles, ce qui rendra caractéristique une ligne de verres et d'accessoires de table en verre bullé, devenu le « verre de Biot » dont la spécificité a su faire gagner la notoriété du lieu.

Ces changements ont généré chez une partie de la population, se qualifiant d'« ancienne », en contraste par rapport aux « nouveaux arrivants » qui continuent encore à l'heure actuelle d'affluer régulièrement, un sentiment partagé de menace de l'oubli des valeurs culturelles locales et de perte de repères identitaires, provoquant alors, au cours de ces dernières décennies une frontière symbolique divisant la population biotoise selon un principe d'autochtonie où l'attachement au sol par les racines généalogiques prime sur tout autre critère d'identification⁵.

5. Norbert ELIAS, *Logiques de l'exclusion*, Paris, 1997.

En réponse à ce phénomène et afin de pouvoir regagner un sentiment d'appartenance fort à la localité qui était en train de se délier, ou tout simplement de changer, cette population qui s'auto-définit en tant que « *Vieux Biotois* » a voulu se retourner vers son passé⁶, sa mémoire et ses traditions. De plus, dans le but de justifier cette appartenance au territoire local, un intérêt particulier s'est développé autour de la généalogie des dites « *Vieilles familles* » qui, en montrant leur ancienneté sur le sol, peuvent donner une preuve légitime de leur sentiment d'autochtonie, en tant qu'appartenance au territoire, accentuant par ailleurs, le lien entre passé et identité, et acquièrent par la même occasion un statut social relevant d'une certaine notabilité. En effet, la recherche de traces généalogiques sur le territoire assure à la descendance une forme d'appartenance à la localité ancrée dans l'histoire locale et permet le maintien ou l'accessibilité à une certaine position sociale grâce à une implantation lignagère dans le temps et sur les lieux. Cette recherche génère tout un intérêt porté à l'histoire locale⁷ pour connaître le rang social de tel ascendant, son métier, les mariages entre familles ou encore quelques anecdotes capables de renseigner sur une époque ou de se familiariser avec ceux qui n'existent plus et dont la moindre trace matérialisée par un document ou bien par la seule mention du nom, parfois à peine déchiffirable, permet de réactiver l'existence sous forme de mémoire familiale ou de culte envers les ancêtres. Savoir d'où l'on vient, de qui l'on descend est une réelle question qui permet de s'afficher en tant que « *vrai Biotois* » et de penser l'autre comme différent, voire comme « *étranger* » et donc de le mettre à distance. Le retour aux sources permettrait alors de conforter l'enracinement de certaines familles ce qui reviendrait à légitimer leur position sociale actuelle par la valeur socialement donnée à l'ancienneté. À travers cette pratique on peut donc assurer une continuité avec le passé tout en affirmant son identité sociale par l'enracinement sur un territoire. Selon Sylvie Sagnes⁸, c'est une façon de construire une identité autour de l'héritité que l'on oppose à autrui et que l'on cultive entre soi ou pour soi, en agrémentant par conséquent un certain sentiment d'appartenance qui passe par un lien intime entre soi et les ancêtres. La généalogie permet alors de s'inscrire sur les lieux. Cette quête des liens de parenté dans un cadre spatio-temporel fait que les « racines » s'implantent dans le local. La généalogie devient donc un moyen de ne pas oublier les racines et de maintenir ce qui tend à disparaître même si cela peut générer certains risques d'enfermement en « entre-soi » ou bien de provoquer, dans le cas de Biot, une frontière entre les « anciens », les « vieilles

6. Daniel FABRE et Alban BENSÀ (dir.), *Une histoire à soi*, Paris, 2001, Mission du patrimoine ethnologique, Collection Ethnologie de la France, Cahier 18, MSH.

7. Benoît DE L'ESTOILE, « Le Goût du passé », dans *Terrain*, n° 37, Septembre 2001. Sylvie SAGNES, « Le passé des historiens locaux », dans *Ethnologies Comparées*, n° 4, printemps 2002.

8. Sylvie SAGNES, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », dans *Ethnologie Française, Territoires en question*, n° 2004-1.

familles » et les « nouveaux arrivants », ceux que l'on désigne parfois comme responsables des changements et de la modernisation occasionnée.

La crainte qui se développe autour d'un univers social en train de disparaître provoque la recherche d'un point d'attachement dans le temps⁹ ainsi que la multiplication de travaux historiques par amateurs et curieux. Ainsi, à la recherche d'origines et d'événements, les « historiens locaux »¹⁰ se réfèrent notamment à l'époque moyenâgeuse afin de pouvoir donner une explication du présent par le passé en démontrant que le passé du petit village autrefois producteur de jarres en terre cuite détient un fort impact sur l'état actuel de la ville, qui offre à voir aujourd'hui une forte activité artisanale ou artistique. Ainsi l'explication donnée quant à l'origine de la ville de Biot et de sa réputation en terme d'artisanat se réfère au xv^e siècle, période de repopulation par des familles ligures d'un village laissé à l'abandon et d'exploitation de ce site argilifère pour la fabrication de jarres et de poteries destinées à la conservation alimentaire. Le passé venant donner raison du présent, un effet de continuité entre les temps s'opère par les discours énoncés sur l'origine de l'artisanat d'art, rapprochant un contexte artisanal d'autrefois aux métiers d'art actuels, légitimant alors une activité aujourd'hui qualifiée de patrimoine. Dès lors apparaissent les premiers signes de patrimonialisation qui se définissent peu à peu autour de l'artisanat et des métiers d'art, influencée notamment par l'importante croissance de la Verrerie de Biot et des autres ateliers de verrerie qui en ont découlé qui ponctuent aujourd'hui la commune tout en en faisant sa « spécificité » locale.

Cette menace pesant sur un environnement social en train de disparaître provoqué par les mutations d'un univers connu engendre donc un sentiment de nostalgie envers les choses évanescences. Or, afin que celles-ci ne soient définitivement oubliées, un principe de conservation se met en place autour d'objets, de savoir-faire ou encore de fêtes locales prétendues « traditionnelles » afin de les ériger en tant que symboles constitutifs de l'identité biotoise à perpétuer et à ne pas perdre, comme s'il s'agissait de réels repères à transmettre entre soi, aux futures générations. S'il ne s'agit plus de les transmettre en fonction de leur valeur d'usage, c'est donc une autre valeur qu'il faut leur accorder : une valeur patrimoniale. La valeur d'ancienneté comme preuve authentique de ce qui a pu exister est donc mise en avant comme réponse à un présent inquiétant car perçu comme versatile.

9. Françoise ZONABEND, *La Mémoire longue. Temps et histoire au village*, Paris, 1980, PUF.

10. Sylvie SAGNES, « Le Passé des historiens locaux », dans *Ethnologies Comparées*, n° 4, printemps 2002.

RÉACTIVATION ET RÉACTUALISATION DE TRACES MÉMORIELLES:
TRADITION ET PATRIMOINE

Présentée aujourd'hui sous forme de « tradition » locale, la production contemporaine liée aux métiers d'art est exposée tel un héritage des siècles précédents s'inscrivant alors dans un temps long en référence au Moyen Âge. Or, cet argument ne correspond pas à la réalité des choses pour deux raisons principales. Premièrement, il y a eu interruption de la production de jarres au moment de la Révolution Industrielle, celles-ci étant devenues un mode de conservation et de transport des denrées alimentaires désuet. Deuxièmement, les artisans et artistes travaillant aujourd'hui à Biot, pour la plus grande majorité, ne sont pas des « vrais » Biotois, au sens généalogique donné par les « vrais » Biotois eux-mêmes, mais proviennent de localités plus ou moins lointaines. Il y aurait alors un oubli des différentes ruptures connues par l'histoire du lieu au profit de discours illusoire, gommant parfois certains aspects, énonçant un rapport de causalité et de continuité entre passé et présent, puisque la seule explication de l'essor artistique connu par la commune divulguée au grand public notamment par le Musée de l'Histoire et de la Céramique Biotoises ainsi que par l'Office de Tourisme, est effectuée par des données historiques. Ainsi, ces discours tendent à faire croire que si aujourd'hui Biot est réputé pour ses métiers d'art, c'est grâce à l'implantation locale d'une certaine « tradition artisanale » en lien avec la poterie du Moyen Âge, tout comme si l'on naissait à Biot avec un certain talent prédestiné. Or, rien ne prouve que de tels savoir-faire aient été transmis pendant autant de siècles, bien au contraire, puisque l'activité a fini par s'éteindre à la fin du XIX^e siècle.

D'autre part, la réactivation de l'activité potière à Biot n'est pas due à un « *vrai Biotois* » mais à René Augé-Laribé formé aux Arts Décoratifs de Paris. Dernière à subsister aujourd'hui, « La Poterie Provençale » créée en 1920 a été conçue de façon à redynamiser le commerce de la jarre et de la poterie, en réutilisant des pièces, non plus pour la conservation mais pour la décoration extérieure des maisons et des jardins, modifiant ainsi sa fonction initiale. La fabrication, basée sur des modèles anciens dits caractéristiques du style développé auparavant à Biot, évolue progressivement vers des pièces de grandes tailles. Tradition et création s'entremêlent alors et les techniques du colombin¹¹ autrefois utilisées ayant été remplacées par la technique du montage des jarres à la corde¹² par souci de productivité et afin de réaliser des objets de

11. La technique du colombin consiste à monter les pièces en montant les parois à l'aide de « colombins », serpentins d'argile roulés entre les mains, dont la longueur varie de façon à élargir ou rétrécir la forme voulue, qui sont ensuite superposés puis lissés entre les doigts pour être assemblés.

12. La technique de montage des jarres à la corde s'obtient grâce à l'utilisation d'un gabarit en bois qui forme le squelette de la pièce autour duquel on entoure une corde de bas en haut.

plus grande taille, la tradition, comme dirait Gérard Lenclud, « n'est plus ce qu'elle était »¹³. De ce passé artisanal très actif, il ne persiste alors plus que le nom du lieu, Biot, apposé telle une marque de fabrique, tout comme si l'appellation en tant que telle garantissait une meilleure qualité gagnée depuis le fond des temps.

Des usages sociaux du passé se distinguent donc assurant une continuité illusoire pour atténuer les risques de disparition de critères définis par les habitants eux-mêmes comme faisant partie de leur identité, mais aussi pour amoindrir la transition de changements sociaux provoqués par une modernisation¹⁴ généralisée. Le territoire devient le support grâce auquel vont se mettre en place et se maintenir des relations sociales dirigées par la conservation de ces traces élevées au rang de tradition par des acteurs qui s'investissent dans le champ de l'histoire locale et finissent par s'identifier au lieu sur lequel ils s'inscrivent et sur lequel ils créent des liens par la pratique partagée de l'histoire ainsi que par la réactualisation de données utilisées de façon à concevoir une mémoire commune. Par cela, le territoire est érigé sous forme de lieu historique puisque son histoire est exposée de façon à en faire valoir les traits spécifiques et uniques et se dote alors d'une valeur supplémentaire rendue effective par le contexte actuel de fièvre mémorielle et patrimoniale caractérisé par un fort intérêt envers le passé à la fois par des pratiques sociales qui émergent face à la valorisation de l'histoire locale et à l'élaboration d'une mémoire sociale mais aussi par l'accroissement d'un tourisme patrimonial. Ce lieu, délimité par les restes du passé dont on cherche à faire ressortir une propriété particulière, se rattache à un nom devenu emblématique et porteur de symboles culturels et identitaires et vient ainsi se distinguer des autres lieux voisins tout en assurant son originalité et raffermissant une identité culturelle¹⁵ pressentie comme menacée.

L'approche ethnologique de la mémoire sociale et du patrimoine préconise que ceux-ci ne doivent pas seulement et simplement être admis dans leur signification la plus commune, à savoir comme un héritage acquis et irrévocable transmis de pères en fils. Il ne s'agit pas de faire état des éléments matériels ou immatériels à conserver ou à transmettre. Au contraire, lorsque l'on interroge les notions de patrimoine et de mémoire à partir d'un terrain concret, celles-ci se complexifient et montrent une importante participation

(suite de la note 12)

Une couche d'argile y est ensuite plaquée de façon régulière puis lissée. Une fois la terre raffermie, le gabarit en bois peut être démonté et la corde retirée par le haut de la jarre, laissant alors son empreinte sur les parois internes.

13. Gérard LENCLUD, « La Tradition n'est plus ce qu'elle était... », dans *Terrain*, n° 9, *Habiter la maison*, octobre 1987.

14. Georges BALANDIER, *Anthropologie politique*, Paris, 1984.

15. Laurence BERARD et Philippe MARCHESNAY, « Lieux, temps et preuves. La construction sociale des produits de terroir », dans *Terrain*, n° 24, mars 1995.

sociale créant ainsi tout un réseau de relations interindividuelles dont les actions se diversifient en fonction des objectifs défendus par ces différents acteurs sociaux. L'intérêt de l'enquête ethnographique se situe alors au niveau où le patrimoine ne doit pas être observé comme un simple fait à répertorier, à catégoriser, ni à classer selon un inventaire, mais au contraire à s'interroger sur les mécanismes qui permettent à une société de véhiculer un ensemble d'éléments comme faisant partie de la culture locale¹⁶, dessinant par conséquent des caractéristiques propres à un territoire et à ses habitants recherchant dans le passé certaines traces à valoriser en tant que patrimoine, héritage construit comme faire-valoir d'une localité. Pour acquérir leur légitimité, ces éléments pensés comme constitutifs de l'identité locale sont alors ancrés dans le passé de façon à leur attribuer une « valeur d'ancienneté »¹⁷ qui viendrait en quelque sorte justifier la quête de patrimonialisation des acteurs impliqués dans ce mouvement animé par une forme de crainte de la disparition. Par « patrimonialisation »¹⁸, nous devons entendre les processus mis en place par une population pour permettre à un élément du passé d'accéder au statut de patrimoine. Or, ce qui « fait patrimoine » et qui, selon certains acteurs, mérite d'être patrimonialisé, ne provient pas directement du passé¹⁹. Il s'agirait plutôt d'une préoccupation contemporaine à vouloir rendre compte d'un passé prêt à être oublié et qui mobilise grand nombre d'acteurs sociaux à travers l'usage de mémoires et de témoignages. Loin d'être un legs statique se profilant sur plusieurs générations telle que pourrait nous faire croire l'image du poids des siècles que l'on souhaite en donner, le patrimoine s'organise selon une réelle dynamique sociale à la recherche de traces du passé construite à partir de notre présent²⁰.

Le patrimoine serait par conséquent une des pratiques sociales rattachées à l'expression de la mémoire d'une population permettant de réactualiser des éléments du passé, de rechercher et de valoriser un héritage vécu comme le fondement d'une identité locale. Observées depuis le présent, les différentes façons de mettre en avant le patrimoine montrent un rapport dialectique entre les temps : le présent hérite de certaines traces, mais celles-ci peuvent être réemployées à d'autres fins que commémoratives. C'est alors que le patrimoine tel qu'on l'expose aujourd'hui se voit être le résultat d'une construction sociale qui tire du passé des éléments opérants pour leur ins-

16. Jean DAVALLON (dir.), « Nouveaux regards sur le patrimoine », dans *Culture et Musées*, n° 1, 2003.

17. Aloïs RIEGL, *Le Culte moderne des monuments: Son essence et sa genèse*, Paris, 1984.

18. Jean DAVALLON, « Comment se fabrique le patrimoine ? », dans *Sciences Humaines*, Hors série n° 36, Mars-Avril-Mai, 2002.

19. Jean DAVALLON, *Le Don du patrimoine*, Paris, 2006.

20. Jean DAVALLON, « Le Patrimoine: "une filiation inversée" », dans *Espaces-Temps* n° 74-75, 2000.

Jean POUILLON, « Tradition: transmission ou reconstruction », dans Jean POUILLON, *Fétiches sans fétichisme*, Paris, 1975.

cription dans une longue durée historique tout en réactivant une forme mémorielle de certains traits dits culturels qui viennent marquer une localité de certaines caractéristiques.

C'est ainsi que, depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, s'est développé un ensemble d'institutions municipales comme le Service du Patrimoine, rattaché au pôle tourisme de la mairie de Biot, créé depuis le début des années 2000, et d'associations cherchant à valoriser la mémoire du lieu ainsi qu'un sentiment d'appartenance à ce même lieu devenu historique. Parmi ces associations on dénombre notamment : l'Amicale des Traditions Biotoises créée en 1986 par opposition au Comité des fêtes afin d'organiser et de célébrer des fêtes villageoises dites « plus traditionnelles »²¹ sur le modèle des fêtes provençales ; les Amis du Musée de l'Histoire et de la Céramique Biotoises, association propriétaire et gestionnaire des collections du dit patrimoine biotois exposées au musée local, elle regroupe quelques dizaines d'amateurs d'histoire locale ; Arezzo, association d'archéologues et de potiers reproduisant les techniques ancestrales de la poterie et de la céramique appuyée par une équipe de recherche de Sophia-Antipolis ; le Groupe Patrimoine, groupe informel rassemblant une partie des membres des autres associations précitées afin de décider du devenir du patrimoine, de sa diffusion et de sa mise en valeur. L'ambition de l'initiateur de ce dernier groupe de travail ne serait autre que de développer un ensemble d'éléments à partager et ainsi faciliter la cohabitation des différentes populations réparties sur le territoire. Par ce biais, son objectif serait d'assurer une plus grande cohérence au sein des différentes associations biotoises mais surtout de donner les outils aux habitants de la commune pour qu'il se forme une réelle cohésion sociale afin de réinstaurer un dialogue entre ces différentes parties qui, dès maintenant, auraient comme objet commun un passé à partager.

Cette démarche d'institutionnalisation de la mémoire sociale et du patrimoine local permet ainsi la diffusion à un large public d'un héritage construit, ainsi que l'élaboration d'un discours historique rendus officiels par la pratique de la mise en écriture de ce que ces acteurs désignent, de manière sélective ou bien parfois de manière anecdotique, comme prenant part à ce qui « peut faire patrimoine » ou ce qui peut rentrer dans les critères de l'histoire locale. Tradition, mémoire et patrimoine se retrouvent alors déterminés selon un discours définitionnel des acteurs participant à leur renouvellement.

La réactualisation de traditions disparues²² ou parfois peu célébrées, telle la Fête des Vendanges, alors que seule une minuscule parcelle de vigne

21. Selon l'entretien réalisé auprès du président de cette association.

22. Eric HOBBSBAWM et Terence RANGER, *The Invention of tradition*, Cambridge, 1983. Dejean DIMITRIJEVIC (dir.), *Fabrication des traditions, invention de modernité*, Paris, 2004.

persiste pour la rareté de son cépage mais dont la production n'est que rarement récoltée, ou bien le pèlerinage de la Garoupe qui invoque l'abondance de pluie sur les terres pour éviter les sécheresses, qui n'a plus vraiment lieu d'être en vue de la disparition de l'activité agricole, permet encore d'exhiber un folklore local entretenu de façon à accroître la croyance d'appartenance à une identité que l'on veut montrer sous des aspects « authentiques ». Il semblerait que par la célébration de ces fêtes, organisées pour la plupart par l'Amicale des Traditions Biotaises, il soit voulu un rapprochement à la Provence comme il en est visiblement le cas pour la fête de la Saint-Éloi basée sur le modèle Arlésien et qui présente un défilé équestre aux harnachements provençaux suivi d'un groupe de musiques et de danses folkloriques ainsi que d'un cortège habillé en costumes camarguais, de gardians et d'arlésiennes.

Cette mise en scène de traditions²³ célébrées publiquement au cœur du village illustrant un ensemble de coutumes dites « provençales » par ses défenseurs, donne alors une allure événementielle à la célébration du patrimoine. Ainsi, certaines images identitaires sont invoquées de façon à rapprocher le sentiment d'appartenance des anciens villageois d'une certaine « provincialité », de façon à se différencier de l'image stéréotypée véhiculée par la Côte d'Azur. Ainsi, dans les discours, sont privilégiés le travail de la terre pour donner les fameuses jarres de Biot, la valorisation des métiers de potiers et de céramistes, mais aussi le retour à la paysannerie qui n'existe plus depuis la vente de presque la totalité des parcelles aux promoteurs immobiliers, illustré par la célébration de la culture des fleurs par la Fête des Mimosas, du raisin par la Fête des Vendanges, de l'élevage par les cultes voués au bétail, etc. Toutes ayant quasiment disparues, voici ces traditions, dont la légitimité reste discutable, remises au goût du jour, illustrées par des éléments « folkloriques » tels que fanfares et costumes provençaux.

Il en est de même pour l'usage de la langue provençale : l'histoire du village laisse planer le doute quant au bien-fondé de l'usage du Provençal à Biot. En effet, issu de familles italiennes immigrées en 1470 pour recomposer le village qui avait été détruit, le dialecte local, le Bioutenc, s'apparenterait plus favorablement au dialecte ligure que provençal. Et pourtant, vérification scientifique n'ayant été faite, aujourd'hui, les noms des rues sont traduits en provençal institué selon la norme de Frédéric Mistral. Il va même jusqu'à être enseigné aux écoles primaires. De plus, la part de plus en plus importante que prend le Musée d'histoire et de la Céramique Biotaises situé sur la place principale, au cœur du village, n'est pas non plus insignifiante. Son origine est due à l'historien Joseph-Antoine Durbec, natif de Biot, qui, à la fin de sa carrière a consacré ses travaux à la réalisation d'une monographie sur son

23. Laurent Sébastien FOURNIER, « Les Fêtes locales en Provence : des enjeux patrimoniaux », dans *Culture et Musées*, « Nouveaux regards sur le patrimoine », n° 1, juin 2003.

propre village. La minutie de ses recherches ainsi que son statut social au sein de Biot en tant que « fils du pays », lui donnent pleinement de crédit. Aujourd'hui, le musée diffuse donc sa propre version de l'histoire sans qu'il y ait remise en cause de son discours, offrant au visiteur un retour en arrière qui expose les savoir-faire révolus et la glorieuse présence des Templiers sur le territoire de Biot.

Ces différentes illustrations d'usages sociaux du passé et d'élaboration du patrimoine local qui apparaissent de façon récurrente, dévoilent un grand intérêt pour la réactualisation de pratiques disparues, façonnées, parfois même inventées, réadaptées ou n'aspirant plus à une réelle légitimité aujourd'hui ce qui explique la quête de restes du passé choisis sur mesure pour venir leur apporter un certain crédit. Ils viennent combler des préoccupations contemporaines en relation avec les changements de repères qu'impose la modernisation qui accentue les enjeux se situant au niveau d'une quête d'identité locale « authentique ». Pour ce faire, une réelle dynamique mémorielle a pris place au sein des préoccupations quotidiennes et politiques cherchant à promouvoir notamment une image patrimoniale basée sur l'artisanat d'art (verre, poterie, orfèvrerie, etc.). Tout un discours est ainsi élaboré afin de donner une image authentique, mais qui ne reste qu'illusoire car socialement construite, à une activité qui est depuis peu rentrée sous la catégorie de « tradition » et à un passé qui devient une ressource économique par un effet de marchandisation de l'histoire au profit d'une forte activité touristique. Ces usages sociaux du passé, façonnés par les acteurs sociaux et politiques prenant part dans les différentes institutions énoncées au préalable, directement concernés par la question, d'autant plus qu'un marché économique se dessine autour d'une « culture » à faire-valoir, permettent la réaffirmation d'un localisme qui se développe par rapport à une image pré-construite de la Provence, dont les symboles se voient être d'autant plus réutilisés par les politiques culturelles et touristiques comme produits à proposer aux touristes de passage, accentuant un détachement avec sa rivale azurée. C'est ainsi que ce passé et cette histoire deviennent produits de consommation touristique livrés à un concours de labellisations (« Plus beaux détours de France », « Villes et villages fleuris », « Villes et Métiers d'art » etc.) assurant la publicité du lieu comme référence historique et culturelle, modifiant leur statut en celui de marchandise. Le patrimoine concorderait avec la préoccupation des décideurs politiques à faire du passé un marché économique, à le considérer non plus comme ressource d'un savoir, mais bien comme argument commercial et représenter le territoire en tant que lieu attractif de par ses qualités historiques.

La présente réflexion apportée sur la patrimonialisation des métiers d'art à Biot, met ainsi en évidence le rapport entre une société locale et ses propres souvenirs réemployés de façon à venir alimenter des enjeux identi-

taires et politiques actuels afin de démontrer l'aspect dialogique entre la mémoire, l'histoire et l'identité d'un groupe social, résultant d'une réelle dynamique de construction entre passé et présent. Les processus observés montrent ainsi que la remémoration à l'échelle sociale de certains événements ou bien de certaines pratiques s'effaçant à l'épreuve du temps n'est pas fortuite, mais qu'au contraire elle s'adapte aux besoins contemporains d'une société, jusqu'à parfois même entrer dans une économie de marché. La célébration de cette mémoire, selon divers actes tels que la patrimonialisation ou l'usage de la tradition, s'actualise donc en fonction du contexte dans lequel elle est rappelée. Ainsi la quête de souvenirs vient animer un présent nostalgique exposé à des changements vécus comme disparition de ce qui ne reviendra plus. Par crainte d'effacement, ce qui se transforme au fil du temps par adaptation à de nouvelles exigences d'un univers social, prend alors au sein de nos sociétés une nouvelle valeur, la valeur d'ancienneté, qui vient là revaloriser la patine des siècles tout en réactualisant un intérêt apporté au passé sous le signe de la conservation. À cela s'ajoute le caractère « authentique » qui amène à penser la mémoire selon un principe de territorialité où le passé vécu communément est un gage de construction de la localité par un effet d'inscription de la société sur un lieu pensé comme historique et rendu unique de part la mise en valeur des spécificités de son histoire locale. La réactivation de traces s'effectue alors dans le sens où celles-ci doivent venir légitimer un sentiment d'appartenance au territoire ainsi qu'aux valeurs culturelles mises en avant en tant que repères identitaires. L'usage des restes du passé, réemployés comme s'il s'agissait de permanences héritées depuis des siècles, serait alors un moyen de fixer un cadre spatio-temporel dont l'affirmation identitaire est une des principales attaches. Ce phénomène qui maintient et entretient la mémoire d'un groupe social serait donc la preuve que le passé, exprimé selon différentes apparences, est bel et bien présent.

Marie-Ange LASMÈNES